

15. Door de leners aan te gane verbintenissen.

Tot de volledige afbetaling van het hypothecair krediet verbindt de lener zich ertoe om :

- de woning als hoofdwoning te betrekken;
- er geen beroepsactiviteit uit te oefenen zonder het voorafgaande schriftelijke akkoord van de Maatschappij of het Loket, dat een renteverhoging, zoals bedoeld in punt 7, laatste lid, vereist;
- de woning niet te bestemmen voor een bedrijvigheid die in strijd zou zijn met de openbare orde of de goede zeden;
- de woning voor haar totale waarde tegen brand, waterschade, bliksem en ontploffing te verzekeren bij een verzekeringsmaatschappij van één van de lidstaten van de Europese Gemeenschap en de verzekeringspremies geregeld te betalen;
- de bouw-, renovatie-, herstructurerings-, aanpassings-, instandhoudings- en verbeteringswerken alsook de werken m.b.t. de bewaring van de eigendom over de woning binnen 2 jaar na ondertekening van de leningsakte uit te voeren;
- de afgevaardigden van de Maatschappij of het Loket de woning te laten bezichtigen;
- de woning niet te verkopen, noch geheel noch gedeeltelijk te verhuren, behalve voorafgaande schriftelijke toestemming van de Maatschappij of het Loket.

16. Slotbepalingen.

Bij dit reglement wordt het reglement voor het sociaal hypothecair krediet, goedgekeurd bij besluit van de Waalse Regering van 25 augustus 2005, opgeheven en vervangen.

Het treedt in werking op 1 maart 2008.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypotheekleningen van de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de "Guichets du Crédit social" (Sociale Kredietloketten).

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 357

[2008/200320]

20 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 179;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000 définissant la notion de personne handicapée au sens de l'article 1^{er}, 33^o, du Code wallon du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2005 modifiant l'arrêté du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu le contrat de gestion 2007-2012 conclu le 10 septembre 2007 entre la Région wallonne et le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Considérant la nécessité d'harmoniser les conditions des prêts du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie et celles régissant l'octroi des prêts consentis par la Société wallonne du Crédit social et les Guichets du Crédit social;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 décembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2007;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, sont apportées les modifications suivantes :

§ 1^{er}. Un point 3^o*bis* est inséré, rédigé comme suit :

"3^o*bis* demandeur : la ou les personnes physiques, inscrites ou en voie d'inscription au registre de la population, disposant d'une adresse de référence en Belgique au plus tard le jour de la passation de l'acte, ou inscrites au registre des étrangers avec autorisation de séjour d'une durée illimitée, qui sollicitent l'octroi d'un crédit hypothécaire social auprès du Fonds.

Le demandeur doit être âgé de 18 ans au moins ou être mineur émancipé à la date d'immatriculation de la demande de crédit".

§ 2. Dans le point 4°, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "situé en Région wallonne" sont insérés entre les mots "appartement" et "destiné";

2° le point 4° est complété par un second alinéa, rédigé comme suit : "Le logement doit respecter les critères de salubrité et de surpeuplement définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22bis, du Code wallon du Logement ainsi que les prescriptions définies par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie."

§ 3. Le point 5°, alinéa 1^{er}, est remplacé par les dispositions suivantes :

"5° revenus imposables : les revenus imposables globalement afférents à l'avant dernière année complète précédant la date à laquelle le Fonds notifie au demandeur d'avoir à verser les frais d'expertise prévus au règlement visé à l'article 16 du présent arrêté, tels qu'ils apparaissent sur l'avertissement extrait de rôle ou sur tout certificat assimilé.

Si les revenus imposables globalement afférents à l'avant-dernière année complète précédant la date à laquelle le Fonds notifie au demandeur d'avoir à verser les frais d'expertise prévus au règlement visé à l'article 16 du présent arrêté ne sont pas connus, le Fonds détermine les documents qu'il convient de prendre en considération pour fixer les revenus imposable."

§ 4. Dans le point 6°, sont apportées les modifications suivantes :

1° au troisième tiret, les mots "immatriculation de la demande" sont remplacés par les mots "octroi du prêt";

2° le point 6° est complété par la disposition suivante : "La personne âgée cohabitant avec le demandeur est assimilée à un enfant à charge."

§ 5. Il est inséré un point 6°bis, rédigé comme suit :

"6°bis personne âgée : parent d'emprunteur, domicilié ou en cours de domiciliation dans le bien faisant l'objet du prêt (ou de candidat emprunteur), jusqu'au troisième degré et/ou personne avec qui ce parent est/a été marié(e) ou vit (a vécu) habituellement; l'une de ces personnes devant être âgée d'au moins 60 ans."

§ 6. Il est inséré un point 6°ter, rédigé comme suit :

"6°ter personne handicapée :

- soit la personne reconnue par le SPF Sécurité sociale comme étant atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale;

- soit la personne dont la capacité de gain est réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail, en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

- soit la personne dont le manque d'autonomie est fixé à 9 points au moins, en application de la même loi;

- soit la personne affectée d'une incapacité physique ou mentale entraînant l'attribution de minimum 4 points en application de l'article 6, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 portant exécution des lois coordonnées relatives aux allocations familiales ou l'attribution de minimum 6 points, en application de l'article 6, § 2, 4°, de cette même réglementation."

§ 7. L'article 1^{er}, du même arrêté, est complété comme suit :

"9° travaux indispensables : travaux qui sont nécessaires pour permettre à un logement de réunir les conditions de salubrité définies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22bis, du Code wallon du Logement.

10° travaux d'économie d'énergie et d'installations d'énergies renouvelables : travaux ayant pour but de promouvoir la performance énergétique de l'immeuble objet du prêt et l'utilisation rationnelle de l'énergie tels que définis notamment par l'arrêté ministériel du 11 avril 2005 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

11° logement de proximité : tout logement destiné à accueillir une ou plusieurs personnes âgées et faisant partie intégrante de l'assiette de l'immeuble objet du prêt;

12° zone à forte pression immobilière : ensemble des communes où le prix moyen des maisons d'habitation ordinaires excède, sur base des statistiques de l'Institut national des Statistiques les plus récentes, de 35 à 50 % le prix moyen des mêmes maisons calculé sur le territoire régional; la liste des communes est fixée annuellement et revue au mois de juillet pour être d'application au 1^{er} janvier suivant;

13° zone à très forte pression immobilière : ensemble des communes où le prix moyen des maisons d'habitation ordinaires excède, sur base des statistiques de l'Institut national des Statistiques les plus récentes, de plus de 50 % le prix moyen des mêmes maisons calculé sur le territoire régional; la liste des communes est fixée annuellement et revue au mois de juillet pour être d'application au 1^{er} janvier suivant."

Art. 2. L'article 3, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er}. Les prêts, garantis par une inscription hypothécaire, sont consentis en vue de la construction, l'achat, la réhabilitation, la restructuration, l'adaptation, la conservation, l'amélioration, la préservation d'un logement, de remboursement de dettes onéreuses contractées à de telles fins, ou à la réalisation de travaux d'économie d'énergie et d'installation d'énergie renouvelable.

Par dette onéreuse, on entend la dette hypothécaire ou relative à un autre produit apparenté dont le taux d'intérêt dépasse sensiblement les conditions du marché lors de l'immatriculation de la demande de crédit ou dont les modalités de remboursement ne correspondent plus à la situation financière du demandeur.

Ils peuvent également être consentis pour des logements qui comportent des annexes ou locaux destinés à l'exercice d'une profession commerciale, artisanale, libérale ou autre.

§ 2. Le Fonds peut également accorder à des familles qui ont un prêt en cours contracté auprès du Fonds, sans que la condition reprise à l'article 4, alinéa 1^{er}, du présent arrêté ne soit forcément rencontrée :

a) des prêts hypothécaires destinés au financement de travaux indispensables ou à la réalisation de travaux d'économie d'énergie et d'installation d'énergie renouvelable;

b) des prêts hypothécaires destinés à financer la création de logements de proximité destinés à accueillir des personnes âgées.

§ 3. Lorsque le prêt a pour objet le financement de travaux dont tout ou partie peut être couvert par une aide de la Région, notamment la prime à la réhabilitation ou les primes favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie ou favorisant le recours aux sources d'énergie renouvelables, le Fonds peut en faire l'avance, à charge pour l'emprunteur bénéficiaire de ces aides, de céder le montant de la prime ou de ces primes pour les comptabiliser sur son compte de remboursement."

Art. 3. Dans l'article 6, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

§ 1^{er}. Le point 1^o est remplacé par la disposition suivante :

"1^o ne peut excéder une valeur vénale après travaux, pour une famille comportant trois enfants, terrain compris sauf pour les opérations de construction, de 150.000 EUR.

Ce maximum est augmenté de :

a) 5 % par enfant faisant partie du ménage en plus des trois premiers;

b) 10 % lorsque le plus jeune enfant du demandeur ou de la personne avec laquelle il vit habituellement n'a pas atteint l'âge de huit ans à la date de référence visée à l'article 4, alinéa 2, du présent arrêté;

c) 10 % pour chaque ascendant du demandeur ou de la personne avec laquelle il vit habituellement qui cohabite avec le demandeur depuis six mois au moins à la date de référence précitée;

d) 10 % pour chaque personne âgée;

e) 5 % lorsque l'immeuble objet du prêt est situé dans une zone de forte pression immobilière;

f) 10 % lorsque l'immeuble objet du prêt est situé dans une zone de très forte pression immobilière.

Hormis les majorations reprises sous c) et d) lorsqu'elles concernent la même personne, ces majorations sont cumulatives.

Les majorations reprises sous a) et b) ne s'appliquent pas lorsqu'il est fait application de l'article 3, § 2, du présent arrêté.

Ce montant, ainsi majoré, est arrondi à la dizaine supérieure ou à la dizaine inférieure selon que le chiffre des unités atteint ou non cinq euros.

Pour la détermination du nombre d'enfants faisant partie de la famille, est compté pour deux enfants, l'enfant reconnu handicapé selon l'article 1^{er}, 6^oter, du présent arrêté.

En outre, est considéré comme ayant un enfant faisant partie de la famille, le demandeur atteint au même degré d'une telle insuffisance ou diminution de capacité. Cette disposition est également applicable, dans les mêmes conditions, à la personne avec laquelle le demandeur vit habituellement ainsi qu'à chaque personne affectée d'un tel handicap, pour autant qu'il existe entre elle et le demandeur ou la personne avec laquelle il vit habituellement un lien de parenté jusqu'au troisième degré et qu'elle habite sous le même toit. Dans ce cas, le demandeur doit s'engager à fournir la preuve de cette cohabitation au Fonds, au plus tard six mois après le premier jour de l'occupation.

Le montant maximum de la valeur vénale ci avant défini est adapté par tranche de 1.000 EUR par le Fonds au 1^{er} janvier de chaque année N (et pour la première fois à partir de 2004, sur base de la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant maximum} \times \text{indice ABEX du 1}^{\text{er}} \text{ janvier de l'année N (fixé en novembre de l'année N-1)}}{\text{indice ABEX du 1}^{\text{er}} \text{ janvier 2003 (fixé à "547" en novembre 2002)}}$$

§ 2. Le point 2^o est supprimé.

§ 3. Les points 3^o, 4^o, 5^o, en deviennent respectivement les points 2^o, 3^o, 4^o.

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

§ 1^{er} L'alinéa 3 est supprimé.

§ 2. L'alinéa 4, qui en devient l'alinéa 3, est complété par les mots "et les informations relatives aux aides dispensées par la Région".

Art. 5. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er} L'annexe 1^{re} au présent arrêté détermine, sur la base des revenus imposables globalement, les catégories de revenus prises en considération pour la fixation des taux.

Le plafond de chacune des catégories est majoré de 1.860 EUR par enfant à charge supplémentaire au-delà du troisième.

Le montant des plafonds dont question à l'annexe 1^{re} et la majoration de 1.860 EUR par enfant à charge sont adaptés par tranche de 50 EUR par le Fonds au 1^{er} janvier de chaque année N (et pour la première fois à partir de 2009), sur base de la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant en €} \times \text{indice des prix à la consommation* en novembre de l'année N-1}}{\text{Indice des prix à la consommation en octobre 1998}}$$

(*) loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public sur base de l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

§ 2. Les taux d'intérêt appliqués à chacune des catégories définies dans la grille des barèmes reprises à l'annexe 1^{re} sont établis sur la base des principes suivants :

- le taux d'intérêt le plus bas - soit celui de la catégorie I, sous-barème 1 - est déterminé en fonction de la capacité contributive théorique des emprunteurs disposant des revenus les plus faibles; en aucun cas, il ne peut être inférieur au taux plancher fixé par le Ministre, lequel vise :
 - le taux plancher applicable aux ménages ayant 3 enfants à charge;
 - et un taux plancher absolu applicable à l'ensemble des emprunteurs du Fonds, quelle que soit la composition de famille;
- le taux d'intérêt le plus élevé - soit celui de la catégorie III, sous-barème 5 - est égal au taux de financement du Fonds,
- majoré de la marge d'intermédiation fixée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 portant exécution de l'article 183 du Code wallon du Logement;
- réduit à concurrence de la réduction de taux plafonnée pour enfant à charge;
- entre ces deux taux (taux d'intérêt le plus bas et taux d'intérêt le plus haut) les taux progressent de manière modérée, à chaque saut de sous-barème.
- les taux ci-avant sont diminués de 50 points de base par enfant à charge supplémentaire sans pouvoir néanmoins être inférieurs au taux plancher absolu;
- de même, le taux originel est réduit si, en cours de prêt, le nombre d'enfants à charge vient à augmenter toujours sans pouvoir être inférieur au taux plancher absolu; il n'est pas relevé si ce nombre vient à diminuer;
- entre deux périodes de financement du Fonds, la grille des taux est adaptée, tous les trois mois, en fonction de l'évolution du taux IRS (Interest Rate Swap) d'une maturité de 25 ans, sur base de dix constatations successives précédant l'échéance des trois mois. Si ces dix constatations successives révèlent une variation d'au moins 25 points de base dudit taux IRS par rapport au taux lors de la levée des fonds, une adaptation de même ampleur est pratiquée sur la grille des taux, en appliquant un arrondi aux 5 points de base supérieurs.

§ 3 Lorsque l'emprunteur affecte partiellement le logement, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, du présent arrêté, à l'exercice d'une profession commerciale, artisanale, libérale ou autre, les taux d'intérêt résultant de l'application des paragraphes précédents sont majorés de 0,0416 % par mois."

Art. 6. L'article 9 du même arrêté est complété par les dispositions suivantes :

"Il est accordé aux demandeurs une subvention contribuant à la réduction des charges mensuelles relatives au prêt consenti par le Fonds dans les hypothèses suivantes :

1. Cette intervention s'élève à 100 EUR par mois pendant huit ans lorsque le prêt a pour objet l'acquisition, accompagnée ou non de travaux, ou la construction d'un immeuble sis dans une zone de très forte pression immobilière.

2. Cette intervention s'élève à 50 EUR par mois pendant huit ans lorsque le prêt a pour objet l'acquisition, accompagnée ou non de travaux, ou la construction d'un immeuble sis dans une zone de forte pression immobilière.

3. Cette intervention s'élève à 50 EUR par mois pendant huit ans lorsque le prêt a pour objet l'acquisition, accompagnée ou non de travaux, ou la construction d'un immeuble sis dans ou dans une zone située :

- a) soit dans une zone d'initiative privilégiée telle que définie par l'article 79, § 2, 1^o à 3^o, du Code;
- b) soit dans un périmètre visé à l'article 393 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;
- c) soit dans un territoire communal ou une partie de territoire communal visé à l'article 417 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;
- d) soit dans un ensemble architectural dont les éléments ont été classés en vertu de l'article 185 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ou dans les limites d'une zone de protection visée à l'article 187 de ce même Code;
- e) soit dans un périmètre de rénovation urbaine visé à l'article 173 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;
- f) soit dans une zone franche urbaine telle que définie en exécution de l'article 38 du décret programme du 23.11.06 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon.

4. Une intervention de 50 EUR par mois pendant huit ans est également accordée aux ménages qui acquièrent un logement vendu par une personne morale de droit public."

Art. 7. L'article 23, § 2, du même arrêté est supprimé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2008

Art. 9. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ANNEXE
Barème des revenus

Catégorie	Sous-barème	0 enfant		1 enfant		2 enfants		3 enfants		4 enfants	
		RIG de	à	RIG de	à	RIG de	à	RIG de	à	RIG de	à
I	1	0 €	13.480 €	0 €	15.630 €	0 €	17.780 €	0 €	19.930 €	0 €	22.080 €
	2	13.481 €	16.100 €	15.631 €	18.250 €	17.781 €	20.400 €	19.931 €	22.550 €	22.081 €	24.700 €
II	1	16.101 €	18.720 €	18.251 €	20.870 €	20.401 €	23.020 €	22.551 €	25.170 €	24.701 €	27.320 €
	2	18.721 €	21.340 €	20.871 €	23.490 €	23.021 €	25.640 €	25.171 €	27.790 €	27.321 €	29.940 €
	3	21.341 €	23.960 €	23.491 €	26.110 €	25.641 €	28.260 €	27.791 €	30.410 €	29.941 €	32.560 €
	4	23.961 €	26.580 €	26.111 €	28.730 €	28.261 €	30.880 €	30.411 €	33.030 €	32.561 €	35.180 €
	5	26.581 €	29.200 €	28.731 €	31.350 €	30.881 €	33.500 €	33.031 €	35.650 €	35.181 €	37.800 €
III	1	29.201 €	32.120 €	31.351 €	34.270 €	33.501 €	36.420 €	35.651 €	38.570 €	37.801 €	40.720 €
	2	32.121 €	35.040 €	34.271 €	37.190 €	36.421 €	39.340 €	38.571 €	41.490 €	40.721 €	43.640 €
	3	35.041 €	37.960 €	37.191 €	40.110 €	39.341 €	42.260 €	41.491 €	44.410 €	43.641 €	46.560 €
	4	37.961 €	40.880 €	40.111 €	43.030 €	42.261 €	45.180 €	44.411 €	47.330 €	46.561 €	49.480 €
	5	40.881 €	43.800 €	43.031 €	45.950 €	45.181 €	48.100 €	47.331 €	50.250 €	49.481 €	52.400 €

Catégorie	Sous-barème	5 enfants		6 enfants		7 enfants		8 enfants	
		RIG de	à	RIG de	à	RIG de	à	RIG de	à
I	1	0 €	24.230 €	0 €	26.380 €	0 €	28.530 €	0 €	30.680 €
	2	24.231 €	26.850 €	26.381 €	29.000 €	28.531 €	31.150 €	30.681 €	33.300 €
II	1	26.851 €	29.470 €	29.001 €	31.620 €	31.151 €	33.770 €	33.301 €	35.920 €
	2	29.471 €	32.090 €	31.621 €	34.240 €	33.771 €	36.390 €	35.921 €	38.540 €
	3	32.091 €	34.710 €	34.241 €	36.860 €	36.391 €	39.010 €	38.541 €	41.160 €
	4	34.711 €	37.330 €	36.861 €	39.480 €	39.011 €	41.630 €	41.161 €	43.780 €
	5	37.331 €	39.950 €	39.481 €	42.100 €	41.631 €	44.250 €	43.781 €	46.400 €
III	1	39.951 €	42.870 €	42.101 €	45.020 €	44.251 €	47.170 €	46.401 €	49.320 €
	2	42.871 €	45.790 €	45.021 €	47.940 €	47.171 €	50.090 €	49.321 €	52.240 €
	3	45.791 €	48.710 €	47.941 €	50.860 €	50.091 €	53.010 €	52.241 €	55.160 €
	4	48.711 €	51.630 €	50.861 €	53.780 €	53.011 €	55.930 €	55.161 €	58.080 €
	5	51.631 €	54.550 €	53.781 €	56.700 €	55.931 €	58.850 €	58.081 €	61.000 €

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 357

[2008/200320]

20. DEZEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 179;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 zur Bestimmung des Begriffs von behinderter Person im Sinne des Artikels 1, 33°, des Wallonischen Wohngesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2005 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

Aufgrund des am 10. September 2007 abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrags 2007-2012 zwischen der Wallonischen Region und dem "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

In Erwägung der Notwendigkeit, die Bedingungen der Darlehen des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" und die Bedingungen für die Gewährung der durch die "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und die Sozialkreditschalter gewährten Darlehen anzugleichen;

Aufgrund des am 19. Dezember 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Dezember 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" werden folgende Abänderungen vorgenommen:§ 1. Ein Punkt 3^{bis} mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:*"3^{bis} Antragsteller: Die natürliche(n) Person(en), die im Bevölkerungsregister eingetragen ist bzw. sind oder bald eingetragen wird bzw. werden, die spätestens am Tag des Abschlusses über eine Bezugsanschrift verfügt bzw. verfügen, oder die im Fremdenregister mit unbefristeter Aufenthaltserlaubnis eingetragen ist bzw. sind, die die Gewährung eines sozialen Hypothekendarlehens bei dem Fonds beantragt bzw. beantragen.**Der Antragsteller muss am Tag der Immatrikulierung des Kreditantrags mindestens 18 Jahre alt sein oder für mündig erklärt worden sein."*

§ 2. In Punkt 4° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° wird der Wortlaut "in der Wallonischen Region gelegene" zwischen die Wörter "jedes" und "Wohnhaus" eingefügt;

2° Der Punkt 4° wird mit einem zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: Die Wohnung muss die Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit und die der Überbelegung erfüllen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19° bis 22^{bis} des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Definitionen bestimmt werden, und die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie bestimmten Vorschriften erfüllen."

§ 3. Der Punkt 5°, Absatz 1 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

*"5° steuerpflichtiges Einkommen: Das global steuerpflichtige Einkommen des vollständigen vorletzten Jahres vor dem Datum, an dem der Fonds dem Antragsteller mitteilt, dass er die in der in Artikel 16 des vorliegenden Erlasses erwähnten Regelung vorgesehenen Sachverständigengebühren zahlen muss, so wie es auf dem Steuerbescheid der Heberolle oder auf jeder gleichgestellten Bescheinigung erscheint.**Ist das global steuerpflichtige Einkommen des vollständigen vorletzten Jahres vor dem Datum, an dem der Fonds dem Antragsteller mitteilt, dass er die in der in Artikel 16 des vorliegenden Erlasses erwähnten Regelung vorgesehenen Sachverständigengebühren zahlen muss, nicht bekannt, so bestimmt der Fonds die Dokumente, die zu berücksichtigen sind, um das steuerpflichtige Einkommen festzusetzen."*

§ 4. In Punkt 6° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Unter Strich 3 wird der Wortlaut "Immatrikulation des Antrags" durch den Wortlaut "Gewährung des Darlehens" ersetzt.

2° Der Punkt 6° wird mit der folgenden Bestimmung ergänzt: "Die mit dem Antragsteller zusammenwohnende betagte Person wird einem unterhaltsberechtigtem Kind gleichgestellt."

§ 5. Es wird ein Punkt 6^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:*"6^{bis} betagte Person: Person, die ihren Wohnsitz in dem Gut, das Gegenstand des Darlehens ist, hat oder bald haben wird, und die mit einem Darlehensnehmer (oder Darlehensantragsteller), bis zum dritten Grad verwandt ist, und/oder Person, mit der dieser Verwandte verheiratet ist/gewesen ist bzw. gewöhnlich lebt (oder gelebt hat); eine dieser Personen muss mindestens 60 Jahre alt sein."*

§ 6. Es wird ein Punkt 6^oter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„6^oter Behinderte Person:

- entweder die Person, die an einem mindestens 66% igen Mangel an geistigen oder körperlichen Fähigkeiten oder einer mindestens 66% igen Verminderung dieser Fähigkeiten leidet und von dem Föderalen Öffentlichen Dienst Soziale Sicherheit als solche anerkannt worden ist;

- oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit auf ein Drittel oder weniger von dem, was eine gesunde Person durch die Ausübung eines Berufs auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, beschränkt ist, in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

- oder die Person, deren fehlende Selbständigkeit mindestens 9 Punkte beträgt, in Anwendung desselben Gesetzes;

- oder die Person, die mit einer körperlichen oder geistigen Behinderung behaftet ist, infolge deren ihr mindestens 4 Punkte in Anwendung von Artikel 6, § 2, 1^o des Königlichen Erlasses vom 28. März 2003 zur Ausführung der koordinierten Gesetze über die Kinderzulagen oder mindestens 6 Punkte in Anwendung von Artikel 6, § 2, 4^o dieser Gesetzgebung zugeteilt werden.“

§ 7. Artikel 1 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

9^o unerlässliche Arbeiten: notwendige Arbeiten, damit eine Wohnung die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19^o bis 22^obis des Wallonischen Wohngesetzbuches festgelegten Bedingungen erfüllt;

10^o Arbeiten im Hinblick auf Energieeinsparung und auf die Installierung von erneuerbaren Energien: Arbeiten, die zum Zweck haben, die Energieeffizienz des Gebäudes, das Gegenstand des Darlehens ist, und die rationelle Energienutzung, so wie sie u.a. durch den Ministerialerlass vom 11. April 2005 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung definiert worden sind, zu fördern;

11^o Nachbarschaftswohnung: jede Wohnung, die zur Unterbringung einer oder mehrerer betagten Personen bestimmt ist und fester Bestandteil der Grundbreite des Gebäudes ist, das Gegenstand des Darlehens ist;

12^o Gebiet mit starkem Baudruck: Gesamtheit der Gemeinden, wo der Durchschnittspreis der gewöhnlichen Wohnhäuser auf der Grundlage der neuesten Statistiken des Nationalen Statistischen Instituts den auf dem regionalen Gebiet gerechneten Durchschnittspreis der gleichen Häuser um 35 bis 50% überschreitet; die Liste der Gemeinden wird jährlich festgesetzt und im Juli angepasst, und gilt ab dem folgenden 1. Januar;

13^o Gebiet mit sehr starkem Baudruck: Gesamtheit der Gemeinden, wo der Durchschnittspreis der gewöhnlichen Wohnhäuser auf der Grundlage der neuesten Statistiken des Nationalen Statistischen Instituts den auf dem regionalen Gebiet gerechneten Durchschnittspreis der gleichen Häuser um mehr als 50% überschreitet; die Liste der Gemeinden wird jährlich festgesetzt und im Juli angepasst, und gilt ab dem folgenden 1. Januar.

Art. 2 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„§ 1 - Die durch eine Hypothekeneintragung gesicherten Darlehen werden zwecks des Baus, des Erwerbs, der Sanierung, der Umgestaltung, der Anpassung, der Erhaltung, der Aufbesserung oder des Eigentumsschutzes von einer Wohnung oder zwecks der Rückzahlung von zu diesen Zwecken aufgenommenen teuren Schulden oder zwecks der Ausführung von Arbeiten im Hinblick auf Energieeinsparung und auf die Installierung von erneuerbarer Energie gewährt.

Unter teurer Schuld versteht man die Hypothekenschuld oder die mit einem sonstigen verwandten Produkt verbundene Schuld, deren Zinssatz bei der Immatrikulierung des Kreditantrags die Marktbedingungen deutlich überschreitet oder deren Rückzahlungsmodalitäten der Finanzlage des Antragstellers nicht mehr entsprechen.

Sie können auch für Wohnungen gewährt werden, die Nebengebäude oder zur Ausübung eines kaufmännischen, handwerklichen, freien oder anderen Berufs bestimmte Räume umfassen.

§ 2. Der Fonds kann ebenfalls Familien, die ein beim Fonds aufgenommenes Darlehen noch haben, ein Darlehen gewähren, ohne dass die in Artikel 4 Absatz 1 des vorliegenden Erlasses genannten Bedingung unbedingt erfüllt ist:

a) Hypothekendarlehen zwecks der Finanzierung von unerlässlichen Arbeiten oder zwecks der Ausführung von Arbeiten im Hinblick auf Energieeinsparung und auf die Installierung von erneuerbarer Energie;

b) Hypothekendarlehen zur Finanzierung der Schaffung von Nachbarschaftswohnungen für die Unterbringung von betagten Personen.

§ 3. Wenn das Darlehen die Finanzierung von Arbeiten zum Gegenstand hat, die völlig bzw. teilweise durch eine Beihilfe der Region abgedeckt werden können, insbesondere durch die Sanierungsprämie oder durch die Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung oder der Inanspruchnahme der erneuerbaren Energiequellen, kann der Fonds einen Vorschuss in Höhe der Prämie gewähren, wobei der diese Beihilfen beziehende Darlehensnehmer ihm den Betrag dieser Prämie(n) abtreten muss, um sie auf sein Rückzahlungskonto zu verbuchen.“

Art. 3 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

§ 1. Der Punkt 1^o wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„1^o für eine Familie mit drei Kindern, einen Verkehrswert von 150.000 EUR nach Ausführung der Arbeiten, einschließlich des Grundstücks, außer für die Baumaßnahmen, nicht überschreiten.

Dieser Höchstwert wird um das Folgende erhöht:

- a) 5% pro Kind, das zusätzlich zu den ersten drei dem Haushalt angehört;
- b) 10% , wenn das jüngste Kind des Antragstellers oder der gewöhnlich mit ihm lebenden Person am in Artikel 4 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bezugsdatum noch nicht acht Jahre alt ist;
- c) 10% für jeden Verwandten in aufsteigender Linie des Antragstellers, oder der gewöhnlich mit ihm lebenden Person, wenn er bzw. sie am vorerwähnten Bezugsdatum seit wenigstens sechs Monaten mit dem Antragsteller wohnt;
- d) 10% für jede betagte Person;
- e) 5% wenn das Gebäude, das Gegenstand des Darlehens ist, in einem Gebiet mit starkem Baudruck gelegen ist;
- f) 10% wenn das Gebäude, das Gegenstand des Darlehens ist, in einem Gebiet mit sehr starkem Baudruck gelegen ist;

Mit Ausnahme der unter c) und d) aufgeführten Erhöhungen, wenn sie dieselbe Person betreffen, sind diese Erhöhungen kumulativ.

Die unter a) und b) aufgeführten Erhöhungen finden keine Anwendung, wenn Artikel 3 § 2 des vorliegenden Erlasses angewandt wird.

Dieser derart erhöhte Höchstwert wird auf den nächsten Zehner auf- bzw. abgerundet, je nachdem die Einerstelle fünf Euro erreicht oder nicht.

Für die Bestimmung der Anzahl Kinder, die der Familie angehören, zählt das Kind, das gemäß Artikel 1 6^{ter} des vorliegenden Erlasses als behindert anerkannt wird, für zwei Kinder.

Der Antragsteller, der in demselben Maße mit einem solchen Mangel oder einer solchen Verminderung der Fähigkeiten behaftet ist, wird außerdem betrachtet, als ob er ein der Familie angehörendes Kind hätte. Unter denselben Bedingungen findet diese Bestimmung ebenfalls Anwendung auf die gewöhnlich mit dem Antragsteller lebende Person, sowie auf jede Person, die mit derselben Behinderung behaftet ist, soweit sie und der Antragsteller oder die gewöhnlich mit ihm lebende Person höchstens im dritten Grad verwandt sind und in häuslicher Gemeinschaft leben. In diesem Fall muss der Antragsteller sich verpflichten, spätestens sechs Monate nach dem ersten Tag der Benutzung der Wohnung dem Fonds den Beweis dieses Zusammenlebens zu erbringen.

Der oben bestimmte Höchstbetrag des Verkehrswertes wird durch den Fonds am 1. Januar eines jeden Jahres N (und zum ersten Mal ab 2004) in Tranchen von 1.000 EUR auf der Grundlage folgender Formel angepasst:

$$\frac{\text{Höchstbetrag} \times \text{ABEX-Index am 1. Januar des Jahres N (im November des Jahres N-1 festgelegt)}}{\text{ABEX-Index am 1. Januar 2003 (im November 2002 auf "547" festgelegt)}}$$

§ 2. Der Punkt 2° wird gestrichen.

§ 3. Die Punkte 3°, 4°, 5° werden jeweils zu den Punkten 2°, 3°, 4°.

Art. 7 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

§ 1. Absatz 3 wird gestrichen.

§ 2. Absatz 4, der zum Absatz 3 wird, wird durch den Wortlaut "und die Informationen über die von der Region gewährten Beihilfen" ergänzt.

Art. 5 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. In Anlage 1 zum vorliegenden Erlass werden auf der Grundlage des global steuerpflichtigen Einkommens die Kategorien von Einkommen bestimmt, die für die Festlegung der Sätze berücksichtigt werden.

Der Höchstbetrags jeder Kategorie wird um 1.860 EUR je weiteres unterhaltberechtigtes Kind nach dem dritten erhöht.

Die in Anlage 1 erwähnten Höchstbeträge und die Erhöhung von 1.860 Euro je unterhaltberechtigtes Kind werden durch den Fonds am 1. Januar eines jeden Jahres N (und zum ersten Mal ab 2009) in Tranchen von 50 Euro auf der Grundlage folgender Formel angepasst:

$$\frac{\text{Betrag in €} \times \text{Index der Verbraucherpreise* im November des Jahres N-1}}{\text{Index der Verbraucherpreise im Oktober 1998}}$$

(*) Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches auf der Grundlage des Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990.

§ 2. Die auf jede der in der Tariftabelle bestimmten und in Anlage 1 aufgeführten Kategorien angewandten Zinssätze werden auf der Grundlage der folgenden Grundsätze festgesetzt:

- der niedrigste Zinssatz - d.h. derjenige von Kategorie 1 Untertarif 1 - wird unter Berücksichtigung der theoretischen Beitragsfähigkeit der Kreditnehmer, die über das kleinste Einkommen verfügen, bestimmt; er darf auf keinen Fall unter dem vom Minister festgesetzten Mindestsatz liegen, der das Folgende betrifft:

- auf Haushalte mit drei unterhaltberechtigten Kindern anwendbarer Mindestsatz

- und ein absoluter Mindestsatz, der auf die gesamten Darlehensnehmer des Fonds ungeachtet deren Haushaltszusammensetzung anzuwenden ist

- der höchste Zinssatz - d.h. der Zinssatz der Kategorie III Untertarif 5 - entspricht dem Finanzierungssatz des Fonds,

- erhöht um die in Anwendung von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 zur Durchführung von Artikel 183 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches festgelegte Vermittlungsmarge.

- um die Satzermäßigung mit Höchstgrenze für unterhaltsberechtigzte Kinder herabgesetzt.

- zwischen diesen beiden Sätzen (niedrigstem und höchstem Zinssatz) steigen die Sätze bei jedem Untertarifsprung mäßig an.

- die vorerwähnten Zinssätze werden um 50 Basispunkte für jedes weitere unterhaltsberechtigzte Kind herabgesetzt; sie dürfen jedoch nicht unter dem absoluten Mindestsatz liegen.

- der ursprüngliche Satz wird ebenfalls herabgesetzt, wenn die Anzahl unterhaltsberechtigter Kinder während der Laufzeit des Darlehens größer wird, wobei er nicht unter dem absoluten Mindestsatz liegen darf; er wird nicht erhöht, wenn diese Anzahl niedriger wird.

- zwischen zwei Finanzierungszeiträumen des Fonds wird die Zinssatztafel alle drei Monate unter Berücksichtigung der Entwicklung des IRS-Satzes (Interest Rate Swap) mit einer Laufzeit von 25 Jahren auf der Grundlage von zehn aufeinanderfolgenden Feststellungen vor dem Ablauf der drei Monate angepasst. Wenn diese zehn aufeinanderfolgenden Feststellungen eine Schwankung des besagten IRS-Satzes von mindestens 25 Basispunkten im Verhältnis zu dem Satz beim Beschaffen der Mittel zeigen, wird die Zinssatztafel entsprechend angepasst, wobei auf die 5 oberen Basispunkte aufgerundet wird.

§ 3 Wenn der Darlehensnehmer gemäß Artikel 3, § 1 Absatz 3 des vorliegenden Erlasses die Wohnung teilweise für die Ausübung eines kaufmännischen, handwerklichen, freien oder anderen Berufs bestimmt, werden die Zinssätze, die sich aus der Anwendung der vorstehenden Paragraphen ergeben, um 0,0416% pro Monat erhöht.

Art. 6 - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch die folgenden Bestimmungen ergänzt:

"Es wird den Antragstellern ein Zuschuss gewährt, der zur Verringerung der monatlichen Lasten bezüglich des von dem Fonds bewilligten Darlehens beiträgt, in den folgenden Hypothesen gewährt:

1. Dieser Beitrag beläuft sich auf 100 EUR monatlich während acht Jahren, wenn das Darlehen den Erwerb mit oder ohne Arbeiten oder den Bau eines in einem Gebiet mit sehr starkem Baudruck gelegenen Gebäudes zum Gegenstand hat.

2. Dieser Beitrag beläuft sich auf 50 EUR monatlich während acht Jahren, wenn das Darlehen den Erwerb mit oder ohne Arbeiten oder den Bau eines in einem Gebiet mit starkem Baudruck gelegenen Gebäudes zum Gegenstand hat.

3. Dieser Beitrag beläuft sich auf 50 EUR monatlich während acht Jahren, wenn das Darlehen den Erwerb mit oder ohne Arbeiten oder den Bau eines Gebäudes zum Gegenstand hat, das in einem der folgenden Gebiete oder in einer Zone, die in einem der folgenden Gebiete enthalten ist, gelegen ist:

a) entweder in einem bevorzugten Initiativgebiet im Sinne von Artikel 79, § 2, 1° bis 3° des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches,

b) oder in einem in Artikel 393 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnten Umkreis,

c) oder in einem in Artikel 417 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnten Gemeindegebiet oder Teil eines Gemeindegebiets,

d) oder in einem architektonischen Gefüge, dessen Bestandteile aufgrund von Artikel 185 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt worden sind, oder innerhalb eines in Artikel 187 desselben Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiets;

e) oder in einem in Artikel 173 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnten Stadterneuerungsbereich,

f) oder auch in einer städtischen Freizone so wie sie in Anwendung von Artikel 38 des Programmdekrets vom 23.11.06 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft bestimmt wird.

4. Eine Beteiligung von 50 EUR monatlich während 8 Jahren wird ebenfalls den Haushalten gewährt, die eine von einer juristischen Person öffentlichen Rechts verkaufte Wohnung erwerben."

Art. 7 - Artikel 23 desselben Erlasses wird gestrichen.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2008 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

ANLAGE
Einkommenstabelle

Kategorie	Untertarif	0 Kind		1 Kind		2 Kinder		3 Kinder		4 Kinder	
		Globales steuerbares Einkommen von	bis	Globales steuerbares Einkommen von	bis	Globales steuerbares Einkommen von	bis	Globales steuerbares Einkommen von	bis	Globales steuerbares Einkommen von	bis
I	1	0 €	13.480 €	0 €	15.630 €	0 €	17.780 €	0 €	19.930 €	0 €	22.080 €
	2	13.481 €	16.100 €	15.631 €	18.250 €	17.781 €	20.400 €	19.931 €	22.550 €	22.081 €	24.700 €
II	1	16.101 €	18.720 €	18.251 €	20.870 €	20.401 €	23.020 €	22.551 €	25.170 €	24.701 €	27.320 €
	2	18.721 €	21.340 €	20.871 €	23.490 €	23.021 €	25.640 €	25.171 €	27.790 €	27.321 €	29.940 €
	3	21.341 €	23.960 €	23.491 €	26.110 €	25.641 €	28.260 €	27.791 €	30.410 €	29.941 €	32.560 €
	4	23.961 €	26.580 €	26.111 €	28.730 €	28.261 €	30.880 €	30.411 €	33.030 €	32.561 €	35.180 €
	5	26.581 €	29.200 €	28.731 €	31.350 €	30.881 €	33.500 €	33.031 €	35.650 €	35.181 €	37.800 €
III	1	29.201 €	32.120 €	31.351 €	34.270 €	33.501 €	36.420 €	35.651 €	38.570 €	37.801 €	40.720 €
	2	32.121 €	35.040 €	34.271 €	37.190 €	36.421 €	39.340 €	38.571 €	41.490 €	40.721 €	43.640 €
	3	35.041 €	37.960 €	37.191 €	40.110 €	39.341 €	42.260 €	41.491 €	44.410 €	43.641 €	46.560 €
	4	37.961 €	40.880 €	40.111 €	43.030 €	42.261 €	45.180 €	44.411 €	47.330 €	46.561 €	49.480 €
	5	40.881 €	43.800 €	43.031 €	45.950 €	45.181 €	48.100 €	47.331 €	50.250 €	49.481 €	52.400 €

Kategorie	Untertarif	5 Kinder		6 Kinder		7 Kinder		8 Kinder	
		Globales steuerbares Einkommen von	bis	Globales steuerbares Einkommen von	bis	Globales steuerbares Einkommen von	bis	Globales steuerbares Einkommen von	bis
I	1	0 €	24.230 €	0 €	26.380 €	0 €	28.530 €	0 €	30.680 €
	2	24.231 €	26.850 €	26.381 €	29.000 €	28.531 €	31.150 €	30.681 €	33.300 €
II	1	26.851 €	29.470 €	29.001 €	31.620 €	31.151 €	33.770 €	33.301 €	35.920 €
	2	29.471 €	32.090 €	31.621 €	34.240 €	33.771 €	36.390 €	35.921 €	38.540 €
	3	32.091 €	34.710 €	34.241 €	36.860 €	36.391 €	39.010 €	38.541 €	41.160 €
	4	34.711 €	37.330 €	36.861 €	39.480 €	39.011 €	41.630 €	41.161 €	43.780 €
	5	37.331 €	39.950 €	39.481 €	42.100 €	41.631 €	44.250 €	43.781 €	46.400 €
III	1	39.951 €	42.870 €	42.101 €	45.020 €	44.251 €	47.170 €	46.401 €	49.320 €
	2	42.871 €	45.790 €	45.021 €	47.940 €	47.171 €	50.090 €	49.321 €	52.240 €
	3	45.791 €	48.710 €	47.941 €	50.860 €	50.091 €	53.010 €	52.241 €	55.160 €
	4	48.711 €	51.630 €	50.861 €	53.780 €	53.011 €	55.930 €	55.161 €	58.080 €
	5	51.631 €	54.550 €	53.781 €	56.700 €	55.931 €	58.850 €	58.081 €	61.000 €

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 357

[2008/200320]

20 JUNI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië)

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 179;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000 tot bepaling van het begrip "persoon met een handicap" in de zin van artikel 1, 33°, van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2005 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

Gelet op het beheerscontract 2007-2012, gesloten op 10 september 2007, tussen het Waalse Gewest en het Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië;

Gelet op de noodzaak tot eenmaking van de leningsvoorwaarden van het Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië en van de voorwaarden voor de toekenning van leningen door de "Société wallonne du Crédit social" en de "Guichets du Crédit social";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 december 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2007;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie" (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) worden volgende wijzigingen aangebracht :

§ 1. Er wordt een 3°bis bis ingevoegd, luidend als volgt :

"3°bis aanvrager : de natuurlijke persoon of personen, ingeschreven in het bevolkingsregister of voor wie een inschrijvingsprocedure aan de gang is, die beschikt over een referentieadres in België uiterlijk de dag van het verlijden van de akte, of ingeschreven in het vreemdelingenregister met verblijfsvergunning van onbeperkte duur die verzoeken om de toekenning van een sociaal hypotheecair krediet bij het Fonds.

De aanvrager moet minstens 18 jaar oud of ontvoogde minderjarige zijn op de datum van inschrijving van de kredietaanvraag."

§ 2. In punt 4° worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "gelegen in het Waalse Gewest" worden ingevoegd tussen de woorden "appartement" en "bestemd";

2° punt 2° wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt : "De woning stemt overeen met de gezondheids- en overbevolkingscriteria bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen en met de bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie."

§ 3. Punt 5°, lid 1, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"5° belastbare inkomsten : de globaal belastbare inkomsten met betrekking tot het volledige voorlaatste jaar voorafgaand aan de datum waarop het Fonds de aanvrager mededeelt dat deze de expertisekosten, bepaald in het reglement bedoeld in artikel 16 van dit besluit, moet storten, zoals blijkt uit het aanslagbiljet of elk daarmee gelijkgesteld bewijsstuk.

Als de globaal belastbare inkomsten niet gekend zijn, met betrekking tot het volledige voorlaatste jaar voorafgaand aan de datum waarop het Fonds de aanvrager mededeelt dat deze de expertisekosten moet storten, bepaald in het reglement bedoeld in artikel 16 van dit besluit, bepaalt het Fonds de stukken die in overweging genomen moeten worden om de belastbare inkomsten vast te stellen."

§ 4. In punt 6° worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde streepje worden de woorden "inschrijving van de aanvraag" vervangen door de woorden "toekenning van de lening";

2° punt 6° wordt aangevuld met volgende bepaling : "De bejaarde persoon die samenleeft met de aanvrager wordt gelijkgesteld met een kind ten laste."

§ 5. Er wordt een paragraaf 6°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"6°bis bejaard persoon : familielid van een lener, die woonstkeuze gedaan heeft of doet in het goed dat voor de lening in aanmerking komt (of van de kandidaat-lener), tot in de derde graad en/of persoon met wie de bloedverwant gehuwd is (geweest) of doorgaans samenleeft (samen heeft geleefd); één van die personen moet minstens zestig jaar oud zijn."

§ 6. Er wordt een paragraaf 6°ter ingevoegd, luidend als volgt :

"6°ter gehandicapte persoon :

- hetzij de persoon erkend door de FOD Sociale Zekerheid als getroffen met ten minste 66 % insufficiëntie of vermindering van de fysieke of geestelijke bekwaamheid;

- hetzij de persoon met een verdienvermogen dat verminderd is tot één derde of minder van wat een gezonde persoon kan verdienen door het uitoefenen van een beroep op de algemene arbeidsmarkt, overeenkomstig de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;

- hetzij de persoon met een gebrek aan zelfredzaamheid dat vastgelegd wordt op 9 punten, overeenkomstig dezelfde wet;

- ofwel de persoon die getroffen is door een fysieke of geestelijke onbekwaamheid die de toekenning inhoudt van minimum 4 punten overeenkomstig artikel 6, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 28 maart 2003 tot uitvoering van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag of de toekenning van minimum 6 punten, overeenkomstig artikel 6, § 2, 4° van diezelfde regelgeving."

§ 7. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

9° onontbeerlijke werken : werken die noodzakelijk zijn om een woning aan alle gezondheidsvoorwaarden, bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22^o*bis*, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen, te laten voldoen;

10° energiebesparende werken en werken voor de installatie van hernieuwbare energie : werken die de bevordering van de energieprestatie van het goed waarvoor de lening is uitgeschreven en het rationeel energiegebruik zoals bepaald bij met name het ministerieel besluit van 11 april 2005 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik tot doel hebben;

11° buurtwoning : elke woning die ertoe bestemd is één of meerdere bejaarde personen op te vangen en die volledig deel uitmaakt van de grondslag van het goed waarvoor een lening wordt uitgeschreven;

12° gebied met een hoge vastgoedddruk : de gezamenlijke gemeenten waar de gemiddelde prijs van de gewone woonhuizen op grond van de recentste statistieken van het Nationaal Instituut voor de Statistiek met 35 tot 50 % de gemiddelde prijs overstijgt van dezelfde huizen, berekend op het gewestelijke grondgebied; de lijst van de gemeenten wordt jaarlijks vastgesteld en in juli herzien om in werking te treden op 1 januari van het daarop volgende jaar;

13° gebied met een zeer hoge vastgoedddruk : de gezamenlijke gemeenten waar de gemiddelde prijs van de gewone woonhuizen op grond van de recentste statistieken van het Nationaal Instituut voor de Statistiek met 50 % de gemiddelde prijs overstijgt van dezelfde huizen, berekend op het gewestelijke grondgebied; de lijst van de gemeenten wordt jaarlijks vastgesteld en in juli herzien om in werking te treden op 1 januari van het daarop volgende jaar."

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

"§ 1. De leningen, gedekt door een hypothecaire inschrijving, worden toegestaan met het oog op de bouw, de aankoop, de renovatie, de herstructurering, de aanpassing, de instandhouding, de verbetering, de vrijwaring van een woning, de afbetaling van daartoe aangegane zware schulden, of de uitvoering van energiebesparende werken en werken voor de installatie van hernieuwbare energie.

Onder zware schuld wordt verstaan : de hypotheekschuld of schuld ivm een ander aanverwant product waarvan de rentevoet gevoelig hoger is dan de marktvoorwaarden tijdens de inschrijving van de kredietaanvraag of waarvan de afbetalingsmodaliteiten niet meer overeenstemmen met de financiële toestand van de aanvrager.

Zij kunnen eveneens toegestaan worden voor woningen die bijgebouwen bevatten of lokalen bestemd voor de uitoefening van een handels-, ambachtelijk, vrij of ander beroep.

§ 2. Het Fonds kan eveneens aan gezinnen die een lopende lening hebben, aangegaan bij het Fonds, zonder dat de voorwaarde waarvan sprake in artikel 4, lid 1, van dit besluit verplicht vervuld dient te worden, het volgende toestaan :

a) hypothecaire leningen voor de financiering van onontbeerlijke werken of de uitvoering van energiebesparende werken of werken voor de installatie van hernieuwbare energie,

b) hypothecaire leningen voor de financiering van de oprichting van buurtwoningen voor de opvang van bejaarde personen.

§ 3. Indien de lening de financiering betreft van werken die geheel of gedeeltelijk onder een tegemoetkoming van het Gewest vallen, o.m. de renovatiepremie of de premies voor rationeel energiegebruik of een beter gebruik van hernieuwbare energiebronnen, kan het Fonds het bedrag voorschieten indien de ontleners die die tegemoetkomingen gekregen heeft, het bedrag van de premie of die premies afstaat om ze in rekening te brengen op zijn terugbetalingsrekening."

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

§ 1^{er}. Punt 1° wordt vervangen door volgende bepaling :

"1° mag een koopwaarde van 150.000 EUR voor een gezin met drie kinderen niet overschrijden, grond inbegrepen behalve voor de bouwverrichtingen.

Dat maximum wordt verhoogd met :

a) 5 % per kind dat deel uitmaakt van het gezin naast de drie eerste;

b) 10 % indien het jongste kind van de aanvrager of van de persoon met wie hij doorgaans samenleeft de leeftijd van acht jaar niet bereikt heeft op de referentiedatum bedoeld in artikel 4, lid 2, van dit besluit;

c) 10 % voor elke bloedverwant in de opgaande lijn van de aanvrager of van de persoon met wie hij doorgaans samenleeft, die samenleeft met de aanvrager sinds minstens zes maanden op voornoemde referentiedatum;

d) 10 % voor elke bejaarde persoon;

e) 5 % indien het goed waarvoor de lening is uitgeschreven in een gebied met hoge vastgoedddruk gelegen is;

f) 10 % indien het goed waarvoor de lening is uitgeschreven in een gebied met zeer hoge vastgoedddruk gelegen is.

Behalve de verhogingen bedoeld onder c) en d) indien ze dezelfde persoon betreffen, zijn die verhogingen samenvoegbaar.

De verhogingen vermeld onder a) en b) zijn niet van toepassing indien artikel 3, § 2, van dit besluit toegepast wordt.

Dat aldus verhoogde bedrag wordt afgerond naar het hogere of lagere tiental al naargelang het cijfer van de eenheden al dan niet vijf euro bereikt.

Voor de berekening van het aantal kinderen dat deel uitmaakt van het gezin, telt het kind dat als gehandicapt erkend wordt volgens artikel 1, 6^o*ter*, van dit besluit voor twee.

Daarnaast wordt de aanvrager die in dezelfde graad getroffen is door een insufficiëntie of een bekwaamheidsvermindering beschouwd als een kind hebbend dat deel uitmaakt van het gezin. Die bepaling geldt eveneens onder dezelfde voorwaarden voor de persoon met wie de aanvrager doorgaans samenleeft en voor elke persoon die door een dergelijke handicap getroffen wordt voor zover er tussen en de aanvrager of de persoon met wie hij doorgaans samenleeft een verwantschapsband bestaat tot in de derde graad en dat zij onder hetzelfde dak leeft. In dit geval moet de aanvrager zich ertoe verbinden aan het Fonds het bewijs te leveren dat ze samenleven, uiterlijk zes maanden na de eerste dag van de bewoning.

Het maximumbedrag van de koopwaarde, hiervoor omschreven, wordt door het Fonds op 1 januari van elk jaar N (en voor de eerste keer vanaf 2004) door het Fonds aangepast per schijf van 1.000 euro op grond van de volgende formule :

$$\frac{\text{Bedrag} \times \text{ABEX-index op 1 januari van het jaar N (bepaald in november van het jaar N-1)}}{\text{ABEX-index op 1 januari 2003 (bepaald op "547" in november 2002)}}$$

§ 2. Punt 2° wordt geschrapt.

§ 3. De punten 3°, 4°, 5° worden respectievelijk punten 2°, 3°, 4° ervan.

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

§ 1. Lid 3 wordt geschrapt.

§ 2. Lid 4, dat lid 3 wordt, wordt aangevuld met de woorden "en de informatie over de tegemoetkomingen die het Gewest verstrekt".

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

"§ 1. Bijlage 1 bij dit besluit bepaalt op grond van de globaal belastbare inkomsten de inkomstencategorieën die in overweging genomen worden voor de berekening van de rentevoeten.

Het maximumbedrag van elke categorie wordt verhoogd met 1.860 EUR per bijkomend kind ten laste na het derde kind.

Het bedrag van de maximumbedragen waarvan sprake in bijlage 1 en de verhoging met 1.860 EUR per kind ten laste wordt op 1 januari van elk jaar N (en voor de eerste keer vanaf 2009) aangepast per schijf van 50 euro op grond van de volgende formule :

$$\frac{\text{Bedrag x indexcijfer der consumptieprijzen (*) in november van het jaar N-1}}{\text{Indexcijfer der consumptieprijzen in oktober 1998}}$$

(*) wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld op grond van het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

§ 2. De rentevoeten die geldig zijn voor elke categorie bepaald in de tariefschaal waarvan sprake in bijlage 1 worden vastgesteld op grond van volgende beginselen :

- de laagste rentevoet - namelijk die van categorie 1 neventarief 1 - wordt bepaald in functie van de theoretische draagkracht van de leners die beschikken over de zwakste inkomens; in geen geval mag hij lager zijn dan de basisrentevoet bepaald door de Minister, die hetvolgende beoogt :

- de minimumrentevoet geldig voor de gezinnen met drie kinderen ten laste

- en een absolute minimumrentevoet geldig voor de gezamenlijke leners van het Fonds, ongeacht de gezinssamenstelling

- de hoogste rentevoet - namelijk de rentevoet van categorie III neventarief 5 - is gelijk aan de financieringsrentevoet van het Fonds,

- verhoogd met de intermediatiemarge bepaald overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 ter uitvoering van artikel 183 van de Waalse Huisvestingscode;

- verminderd met de rentevoetvermindering, voor elk kind ten laste tot een maximum beperkt;

- tussen beide rentevoeten (hoogste en laagste rentevoet) verhogen de rentevoeten op gematigde wijze bij elke neventariefsprong;

- voornoemde percentages worden verminderd met 50 basispunten per bijkomend kind ten laste zonder evenwel lager te mogen zijn dan de minimale rentevoet;

- de oorspronkelijke rentevoet wordt eveneens verlaagd als het aantal kinderen ten laste tijdens de looptijd van de lening verhoogt, zonder dat die rentevoet lager mag zijn dan de minimale rentevoet; verlaagt het aantal kinderen ten laste, dan wordt het percentage niet opgetrokken;

- tussen twee financieringsperiodes van het Fonds wordt de tariefschaal om de drie maanden aangepast aan de evolutie van de IRS-rentevoet met een maturiteit van 25 jaar, op grond van tien opeenvolgende vaststellingen voorafgaand aan de vervalltermijn van drie maanden. Als uit die tien opeenvolgende vaststellingen een variatie blijkt met minstens 25 basispunten van de IRS-rentevoet tegenover de rentevoet die van kracht was bij de fondsenwerving, wordt de tariefschaal overeenstemmend aangepast met toepassing van een afronding naar de hogere vijf basispunten.

§ 3. Indien de lener de woning overeenkomstig artikel 3, § 1, lid 3, van dit besluit gedeeltelijk gebruikt voor de uitoefening van een handels-, een ambachtelijk, een vrij of ander beroep, worden de rentevoeten die voortvloeien uit de toepassing van vorige paragrafen verhoogd met 0,0416 % per maand."

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende bepalingen :

"De aanvragers wordt een subsidie toegewezen die bijdraagt tot de verlaging van de maandelijkse aflossingen voor de lening die toegestaan wordt door het Fonds in volgende gevallen :

1. die tegemoetkoming bedraagt 100 EUR per maand tijdens acht jaar indien de lening de aankoop, al dan niet gepaard gaand met werken, of de bouw van een goed gelegen in een gebied met zeer hoge vastgoeddruk betreft;

2. die tegemoetkoming bedraagt 50 EUR per maand tijdens acht jaar indien de lening de aankoop, al dan niet gepaard gaand met werken, of de bouw van een goed gelegen in een gebied met hoge vastgoeddruk betreft;

3. die tegemoetkoming bedraagt 50 EUR per maand tijdens acht jaar indien de lening de aankoop, al dan niet gepaard gaand met werken, of de bouw van een goed gelegen betreft in een gebied gelegen : a) ofwel in een bevoorrecht initiatiefgebied zoals omschreven bij artikel 79, § 2, 1^o tot 3^o, van het Wetboek;

b) ofwel in een omtrek bedoeld in artikel 393 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

c) ofwel op een gemeentelijk grondgebied of deel ervan bedoeld in artikel 147 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

d) ofwel in een architectuurgeheel waarvan de bestanddelen beschermd zijn krachtens artikel 185 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, of binnen de grenzen van een beschermingsgebied zoals bedoeld in artikel 187 van hetzelfde Wetboek;

e) ofwel in een stadvernieuwingsomtrek bedoeld in artikel 173 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie,

f) ofwel in een stedelijk vrij gebied zoals omschreven ter uitvoering van artikel 38 van het programmadecreet van 23 november 2006 betreffende de prioritaire acties voor de Toekomst van Wallonië;

4. er wordt eveneens een tegemoetkoming van 50 EUR per maand gedurende acht jaar toegekend aan de gezinnen die een woning aankopen die verkocht wordt door een publiekrechtelijk rechtspersoon."

Art. 7. Artikel 23, § 2, van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2008.

Art. 9. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE

Inkomstenschaal

Categorie	Neven-schaal	0 kinderen		1 kind		2 kinderen		3 kinderen		4 kinderen	
		GBI van	tot	GBI van	tot	GBI van	tot	GBI van	tot	GBI van	tot
I	1	€	13.480 €	€	15.630 €	€	17.780 €	€	19.930 €	€	22.080 €
	2	13.481 €	16.100 €	15.631 €	18.250 €	17.781 €	20.400 €	19.931 €	22.550 €	22.081 €	24.700 €
II	1	16.101 €	18.720 €	18.251 €	20.870 €	20.401 €	23.020 €	22.551 €	25.170 €	24.701 €	27.320 €
	2	18.721 €	21.340 €	20.871 €	23.490 €	23.021 €	25.640 €	25.171 €	27.790 €	27.321 €	29.940 €
	3	21.341 €	23.960 €	23.491 €	26.110 €	25.641 €	28.260 €	27.791 €	30.410 €	29.941 €	32.560 €
III	4	23.961 €	26.580 €	26.111 €	28.730 €	28.261 €	30.880 €	30.411 €	33.030 €	32.561 €	35.180 €
	5	26.581 €	29.200 €	28.731 €	31.350 €	30.881 €	33.500 €	33.031 €	35.650 €	35.181 €	37.800 €
I	1	29.201 €	32.120 €	31.351 €	34.270 €	33.501 €	36.420 €	35.651 €	38.570 €	37.801 €	40.720 €
	2	32.121 €	35.040 €	34.271 €	37.190 €	36.421 €	39.340 €	38.571 €	41.490 €	40.721 €	43.640 €
II	3	35.041 €	37.960 €	37.191 €	40.110 €	39.341 €	42.260 €	41.491 €	44.410 €	43.641 €	46.560 €
	4	37.961 €	40.880 €	40.111 €	43.030 €	42.261 €	45.180 €	44.411 €	47.330 €	46.561 €	49.480 €
	5	40.881 €	43.800 €	43.031 €	45.950 €	45.181 €	48.100 €	47.331 €	50.250 €	49.481 €	52.400 €
I	1	€	24.230 €	€	26.380 €	€	28.530 €	€	30.680 €	€	32.830 €
	2	24.231 €	26.850 €	26.381 €	29.000 €	28.531 €	31.150 €	30.681 €	33.300 €	32.831 €	35.450 €
II	1	26.851 €	29.470 €	29.001 €	31.620 €	31.151 €	33.770 €	33.301 €	35.920 €	35.451 €	38.070 €
	2	29.471 €	32.090 €	31.621 €	34.240 €	33.771 €	36.390 €	35.921 €	38.540 €	38.071 €	40.720 €
	3	32.091 €	34.710 €	34.241 €	36.860 €	36.391 €	39.010 €	38.541 €	41.160 €	40.721 €	43.330 €
III	4	34.711 €	37.330 €	36.861 €	39.480 €	39.011 €	41.630 €	41.161 €	43.780 €	43.331 €	45.930 €
	5	37.331 €	39.950 €	39.481 €	42.100 €	41.631 €	44.250 €	43.781 €	46.400 €	45.931 €	48.580 €
I	1	39.951 €	42.870 €	42.101 €	45.020 €	44.251 €	47.170 €	46.401 €	49.320 €	48.581 €	51.470 €
	2	42.871 €	45.790 €	45.021 €	47.940 €	47.171 €	50.090 €	49.321 €	52.240 €	51.471 €	54.620 €
II	3	45.791 €	48.710 €	47.941 €	50.860 €	50.091 €	53.010 €	52.241 €	55.160 €	54.621 €	57.270 €
	4	48.711 €	51.630 €	50.861 €	53.780 €	53.011 €	55.930 €	55.161 €	58.080 €	57.271 €	60.420 €
	5	51.631 €	54.550 €	53.781 €	56.700 €	55.931 €	58.850 €	58.081 €	61.000 €	60.421 €	63.570 €

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeet-koming van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië).

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE